

Budget 2026: la Ville forcée de revoir sa copie

Finances Par 41 voix contre 36, la majorité de droite a refusé l'entrée en matière sur le projet qui prévoyait un déficit de 62,1 millions.

Lorraine Fasler

La Ville de Genève devra revoir sa copie. La majorité de droite du Conseil municipal, réuni lundi soir, a refusé d'entrer en matière sur le projet de budget 2026 présenté par le conseiller administratif chargé des Finances, Alfonso Gomez.

Par 41 voix contre 36, la droite a ainsi renvoyé l'Exécutif à ses calculs et propositions. Le Conseil administratif dispose désormais de moins de deux mois pour soumettre une nouvelle mouture aux élus.

Deux éléments exceptionnels

Le projet de budget 2026 affiche un déficit de 62,1 millions. Si les revenus de la Ville augmentent, ils ne suffisent toutefois pas à compenser la baisse d'imposition décidée l'an dernier dans le cadre de la réforme fiscale. La baisse des impôts sur le revenu représenterait à elle seule une perte



Le déficit prévu était dû à la baisse d'imposition décidée l'an dernier et à des pertes liées à la taxe douanière américaine. Pierre Albouy

estimée à 53 millions, explique Alfonso Gomez, sans compter d'autres diminutions de recettes.

S'y sont ajoutés les 13,5 millions de pertes, conséquence indirecte des nouvelles taxes doua-

nières américaines. Selon le magistrat chargé des Finances, sans ces deux éléments exceptionnels, le budget aurait même présenté «un boni d'une dizaine de millions de francs».

Jugé «irresponsable»

«Dans un contexte économique incertain, continuer à vivre au-dessus de nos moyens est irresponsable», ont déclaré le PLR, le MCG et l'UDC dans un communiqué conjoint afin de justifier leur vote.

Et d'ajouter: «Nous restons ouverts au dialogue et appelons le Conseil administratif à présenter rapidement un nouveau budget conforme à la réalité financière de la Ville: un budget au service de la population, et non d'agendas politiques partisans.»

Pour Ensemble à Gauche et l'Union populaire (EàG-UP), c'est, au contraire, «la droite qui a commencé par creuser le

déficit en offrant des cadeaux fiscaux en or massif aux plus aisés: RFFA (baisse de l'impôt sur le bénéfice des grosses entreprises), baisse de l'impôt sur le revenu, qui profite massivement aux plus riches, et baisse de 15% de l'impôt sur la fortune».

Et le groupe dit refuser de «transiger sur les besoins prépondérants de la population: places en crèche, accueil parascolaire, logements abordables, offre culturelle variée, prestations complémentaires, etc.».

À l'issue du vote, le président du Conseil municipal, Ahmed Jama, a rappelé que le Conseil administratif devra présenter un nouveau projet de budget au plus tard deux semaines avant la séance du 6 décembre.

Les séances des commissions prévues seront annulées, avant une nouvelle convocation de la Commission des finances pour examiner la version révisée.

Refuser l'entrée en matière sur le projet de budget reste un fait rare et revient «à confisquer le débat public», estime Guilhem Kokot, coprésident du Parti socialiste Ville de Genève, qui annonce déjà que la gauche n'hésitera pas à lancer un référendum pour s'opposer à un nouveau projet de budget qu'elle jugerait «anti-social ou anti-environnemental».

Confiscation du débat?

En clair, toute coupe dans les prestations sociales – notamment dans la petite enfance, qui voit ses effectifs augmenter – ou dans les mécanismes salariaux des fonctionnaires (13^e salaire, annuités) pourrait être combattue dans les urnes.

«Il est normal qu'un Exécutif de gauche propose un budget de gauche et que la droite fasse des amendements, mais pas qu'elle refuse d'assumer ses coupes en confisquant le débat et le vote!» lance-t-il.

Chronique

La France dit: «Assez!» Macron sous pression

Les Démocrates américains et la classe politique française font face à des crises profondes, mais pour des raisons différentes et souvent structurelles. Aux États-Unis, le Parti démocrate est dominé par des élites professionnelles-juristes, universitaires, journalistes et hauts fonctionnaires qui peinent à maintenir le soutien de la classe ouvrière, notamment après que Donald Trump a remporté une large part des votes des cols bleus et des zones industrielles touchées par le déclin économique.

Ce décalage crée une fracture sociale et politique profonde, renforcée par la perception que ces élites sont éloignées des préoccupations concrètes des citoyens. Leur programme économique, fondé sur des politiques généreuses et une régulation importante, est aujourd'hui en difficulté: la croissance ralentit, la dette publique explose, et l'illusion de financer simultanément «armes et croissant» ne tient plus.

Et cette situation a accentué le fossé entre les citoyens et leurs représentants, nourrissant ainsi frustration et sentiment de déconnexion.

En France, la crise est moins liée à l'élite professionnelle qu'à un déficit démocratique institutionnel et de représentativité. Emmanuel Macron, élu en 2017, disposait d'un avantage considérable: sa jeunesse, son audace et sa capacité à incarner un renouveau ont séduit une partie de l'électorat, et il bénéficiait d'un boulevard politique pour engager des réformes profondes. La crise des «gilets jaunes» aurait pu constituer un levier unique pour repenser les institutions et transformer le mécontentement en opportunité de changement, en impliquant davantage les citoyens dans les décisions.

Pourtant, Macron s'est comporté comme un président «vieux» hésitant, prudent et

attentiste, il n'a pas saisi cette chance historique de réforme ambitieuse.

La tempête gronde. Les sondages annoncent qu'une majorité de Français souhaite la démission du président Macron. Une partie du parlement souhaite la démission du président Macron. Le parlement a renversé le gouvernement de François Bayrou, quatrième premier ministre en deux ans. Les rues se soulèvent, les réseaux sociaux s'enflamment.

Pourtant, la démission d'Emmanuel Macron ne résoudrait rien: ce serait un séisme diplomatique pour l'Europe et une véritable catastrophe institutionnelle pour la France.

Aujourd'hui, le pays se retrouve confronté à un parlement fragmenté, où aucune majorité claire ne se dégage, et à une opinion publique marquée par le scepticisme et la défiance: taux d'abstention record, sentiment de corruption généralisée et colère sociale persistante. Cette situation complique toute tentative de gouvernance et fragilise la stabilité institutionnelle.

Dans les deux cas, le constat est similaire: le désenchantement citoyen croît face à des élites perçues comme déconnectées et des programmes incapables de répondre aux besoins réels de la population. Les frustrations sociales et politiques, qu'elles s'expriment par le vote ou par la contestation, traduisent un besoin urgent de réforme et de dialogue ouvert. La solution passe par une refondation institutionnelle et démocratique, la création de mécanismes permettant de redonner du sens au vote et de renforcer la participation citoyenne.



Cédric Leboussi
Responsable R&D
au magazine web
«vudailleurs.com»

Courrier des lecteurs

Merci la Suisse!

Dans les années quatre-vingt, j'ai été rapatriée par le DFAE depuis le Liban où j'habitais alors. J'ai dû payer les frais du rapatriement et la somme était comparable à celle réclamée aux rapatriés suisses de la Flottille, alors qu'ils se sont volontairement embarqués dans cette aventure [...]. Ils savaient qu'ils pourraient être arrêtés en forçant le blocus, tandis que moi, je n'avais en aucun cas souhaité être partie

prenante d'une guerre qui n'était pas la mienne. J'ai payé la somme due et j'ai remercié la Suisse d'avoir pris en charge mon rapatriement. Je n'avais pu emporter que mon passeport à croix blanche sur lequel, à l'époque, il était écrit: «Le titulaire de ce passeport est citoyen/ne suisse et peut rentrer en Suisse en tout temps.» Cette mention prend une signification immense le jour où l'on se trouve dans une situation de détresse à l'étranger. Cela ne se discutait pas et n'avait pas de prix!
Christina Meissner

Amende grotesque

Qu'elle ne fut pas ma surprise lorsque j'ai appelé le service des contraventions d'apprendre que j'ai été épinglé pour une amende, datant d'il y aura bientôt une année. Mais après vérification de la photo jointe au dossier... mon stationnement était autorisé jusqu'à 12 h 10 alors que l'avis de contravention avait été constaté... à 11 h 37! Mon stationnement était valable et j'ai perdu du temps

et de l'argent (envois postaux), l'administration aussi... et tout cela pour rien. Lorsqu'une erreur est faite par un restaurant, il s'arrange pour vous «dédommager». Vais-je bénéficier d'un bon (40 fr.) en prévision d'une future amende? Merci de publier ce mot pour que les gens puissent contester leurs amendes si besoin. Hélas, qui se souvient de l'heure de son parking presque une année auparavant?
Claude Magnin, Genève

Le dessin par Herrmann

